



BUREAU COMMUNAUTAIRE

02 FEVRIER 2023

DECISION N° 2023-021-DB

Le deux février deux mille vingt-trois à 19 heures, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le vingt-six janvier deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Guy BERTIN, Sandrine LION (de 004 à 025), Éric MOUSSERION, Éric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Laurent NIVELLE (de 001 à 015), Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT (de 001 à 017), Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN (de 001 à 006), Jacky MARCHAND, Pierre de BOUTRAY, Christian GALLE, Didier GUILLAUME (de 001 à 016), Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL (de 002 à 025), Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Marc BONNIN, Christian RUAAULT, Astrid LELIEVRE, Alain BOURDIN, Didier ROUSSEAU, Gilles ROUSSILLAT, Olivier DESCHARD, Jeannick CANTIN, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Sylvie BEILLARD

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Jérôme HARRAULT à Guy BERTIN, Marc BONNIN à Gérard POLICE, Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET, Didier ROUSSEAU à Éric MOUSSERION, Gilles ROUSSILLAT à Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON à Jean-Pierre ANTOINE, Alain BOISSONNOT à Christian GALLE, Sylvie BEILLARD à Éric TOURON, Sophie TUBIANA à Rodolphe MIRANDE (de 004 à 025), Laurent NIVELLE à Béatrice BERTRAND (de 016 à 025)

Secrétaire de séance : Éric TOURON

	DB 001	DB 002 à 003	DB 004 à 006	DB 007 à 015	DB 016	DB 017	DB 018 à 025
Membres en exercice	51	51	51	51	51	51	51
Quorum	26	26	26	26	26	26	26
Présents	32	33	33	32	31	30	29
Absents - Excusés	19	18	19	20	21	22	23
Pouvoirs	8	8	9	9	10	10	10
Votants	40	41	41	41	41	40	39

CONSTRUCTION D'UNE USINE RELAIS A LONGUE-JUMELLES (MECALOIRE) – AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE A ALTER PUBLIC

Par Décision du Bureau communautaire en date du 9 décembre 2021, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL) a délégué à ALTER PUBLIC la maîtrise d'ouvrage pour la construction d'une usine relais à Longué-Jumelles (Mécaloire).

Le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle pour cette opération était de 989.000 € HT (rémunération mandataire incluse), pour un montant prévisionnel de travaux de 792 750 € HT.

Compte tenu de l'augmentation des coûts de construction, la consultation des entreprises a montré que le montant des marchés de travaux s'élèvera à environ 1 623 650 € HT, ce qui porte le montant de l'enveloppe financière à 1 878 795 € HT (rémunération du mandataire incluse).

Cette augmentation du coût des travaux entraîne une réévaluation du coût de l'opération.

Outre la modification de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération au stade de l'appel d'offres travaux, l'objet de l'avenant n°1 porte sur l'ajustement de la rémunération du mandataire.

Le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle passe de 989 000 € HT à 1 878 795 € HT (rémunération du mandataire incluse) et le montant des dépenses à engager par le mandataire tel que défini à l'article 13 du contrat initial passe de 792 750 € HT à 1 623 650 € HT.

Accusé de réception en préfecture
049-200071876
Date de télétransmission : 13/02/2023
Date de réception en préfecture : 13/02/2023

De fait, le montant de la rémunération de la société ALTER PUBLIC correspondant à 5 % des dépenses engagées, conformément à l'article 14.1 du contrat initial, passe de 47 095 € HT à 89 466 € HT.

Ces sommes sont détaillées dans le nouveau bilan financier prévisionnel annexé à l'avenant n°1.

Considérant l'exposé ci-dessus,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu la décision n°2021-112 DB du 9 décembre 2021 portant sur la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée à Alter Public pour la construction de l'usine relais de Longué-Jumelles ;

Vu le contrat de mandat public pour la construction d'une usine relais à Longué-Jumelles (Mécaloire) signée avec ALTER PUBLIC le 21 janvier 2022 ;

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** l'Avenant n°1 au contrat de mandat public qui augmente :
 - le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération à 1 878 795 € HT (rémunération du mandataire incluse) ,
 - le montant de la rémunération d'Alter Public à 89 466 € HT ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant, à signer l'avenant n°1 au contrat de mandat, et tout acte y afférent.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

M. Jackie GOULET et Mme Sylvie PRISSET ne prennent pas part au vote

Résultat des votes :

Votants : 37

Pour : 36

Contre :

Abstention : 1

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »